

Brochure n° 3209

Convention collective nationale

IDCC : 1446. – **PERSONNELS ENSEIGNANT HORS CONTRAT
ET CHEFS DE TRAVAUX
EXERÇANT DES RESPONSABILITÉS HORS CONTRAT
DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PRIVÉS**

AVENANT DU 10 NOVEMBRE 2005

RELATIF AUX SALAIRES APPLICABLES
À COMPTER DU 1^{er} SEPTEMBRE 2005

NOR : ASET0750043M

IDCC : 1446

Modification de l'article 12.1 « Minima »

Article 12.1

Minima

Les traitements minima ainsi que les conditions d'ancienneté sont établis par la commission paritaire nationale.

Grille de rémunération applicable au 1^{er} septembre 2005

ÉCHELON	DURÉE minimum	DURÉE maximum	POST BAC	LYCÉE technique	LYCÉE professionnel
1	2 ans	3 ans	361	325	278
2	2 ans	4 ans	391	345	298
3	3 ans	4 ans	410	362	315
4	3 ans	4 ans	430	382	335
5	4 ans	5 ans	449	397	352
6	4 ans	5 ans	469	411	372

ÉCHELON	DURÉE minimum	DURÉE maximum	POST BAC	LYCÉE technique	LYCÉE professionnel
7	4 ans	5 ans	489	426	392
8	4 ans	5 ans	539	446	411
9	4 ans	5 ans	543	453	418
10	–	–	548	463	428

Les salaires sont obtenus par application à la date considérée de la valeur du point de la fonction publique à l'indice correspondant à l'échelon dans la catégorie du salarié.

En cas d'emploi à des niveaux multiples, la proratisation de la rémunération est de règle ; néanmoins, la grille supérieure peut s'appliquer à la totalité de la rémunération.

Le passage à l'échelon supérieur se fait après l'entretien professionnel annuel avec le chef d'établissement.

En aucun cas, l'évolution de carrière ne peut avoir pour effet de maintenir le professeur plus de 2 échelons consécutifs dans la durée maximum.

Ancienneté

Tout service d'enseignement sera pris en considération dans la détermination de l'ancienneté :

- dans la totalité pour les services effectués dans un établissement relevant des organismes signataires ;
- pour les 2/3 pour les services effectués dans les établissements techniques ne relevant pas des organismes signataires.

Les traitements sont annuels et payables par douzième, congés payés inclus.

Les professeurs qui n'ont exercé que pendant une partie de l'année scolaire reçoivent, au titre des grandes vacances d'été, les 5/18 des traitements qui leur ont été versés pour le service effectif.

Les congés de maladie rémunérés sont, pour le décompte des traitements des grandes vacances d'été, considérés comme période d'activité.

Des accords particuliers à chaque établissement règlent, éventuellement, d'une façon forfaitaire, le prix du logement et de la nourriture. S'il est question dans ces accords d'« avantages en nature », sans autre précision, ceux-ci doivent être compris au sens et au taux de la sécurité sociale.

Fait à Paris, le 10 novembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FNOGEC ;
UNETP.

Syndicats de salariés :

SNEPL-CFTC ;
SPELC ;
SNEC-CFTC ;
SYNEP CFE-CGC ;
FEP-CFDT.